

« La » réforme des Retraites, dans la grande offensive néo-libérale

En France, la mise en œuvre des orientations néo-libérales se heurte de front au **Contrat Social d'après guerre**. Et, la très grande majorité des français tient à ce contrat social.

Denis Kessler¹, ancien vice président du Medef, dans **Adieu 1945² !** exprime clairement l'affrontement entre le programme du Conseil National de la Résistance et le programme néolibérale conduit par le gouvernement Fillon, sous Sarkozy.

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

*il y a une profonde unité à ce programme ambitieux (celui du gouvernement Fillon sous Sarkozy). La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. **Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !***

Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Elle a même été renforcée en 1981 ...par le programme commun.

Les orientations néo-libérales adoptées par l'Union Européenne³ se heurtent, en France, au coût du travail dont les protections sociales sont une composante (Sécurité Sociale, Retraites...). « La » réforme des Retraites, de la Sécurité Sociale, comme « les » réformes du droit du travail ou du statut des fonctionnaires, s'impose si on veut conduire ces politiques néo-libérales.

Nos dirigeants, pour mettre en place ces choix politiques sont en difficultés, car, contrairement à la dictature du Chili de Pinochet, ils sont confrontés à des élections régulières.

Il y a contradiction entre les orientations néolibérales et la démocratie.

Aussi, depuis 30 ans, nos dirigeants doivent ruser et avancer masqués.

1 Denis Kessler ancien vice président du Medef, administrateur au sein de BNP Paribas, Bolloré Investissement, Dassault Aviation... alors président du groupe SCOR une société de réassurance. (l'assurance pour les sociétés d'assurances)

2 dans **Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde** l'éditorial du journal « **Challenges** » en octobre 2007

3 « rendre l'Europe plus attrayante pour les investisseurs » texte de la Commission européenne, « **Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi – Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne** » (février 2005)